

Rencontre franco-espagnole sur la fraude fiscale

Articles de La Dépêche du Midi (Benoit Rouzaud)
Du Samedi 20 février 2016



Évasion fiscale : il manque 5 milliards d'euros

À l'initiative du Syndicat Solidaires Finances Publiques, se déroulait hier à **Toulouse** une rencontre franco-espagnole entre fonctionnaires du fisc. Au menu, la fraude fiscale en France, en Espagne et en Europe.

Chaque année, entre 60 et 80 milliards échappent au fisc français dont 5 milliards dans la région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon... Des sommes faramineuses qui sont autant de manques à gagner pour les caisses de l'État. Et des affaires – Cahuzac, Luxleak, Ikea, Apple, Google... – qui sont autant d'exemples de la multiplication des scandales fiscaux.

Malgré ces actualités récurrentes, les discours relatifs à la lutte contre la fraude ne se sont pas traduits dans les faits. Pire, depuis une dizaine d'années, les administrations fiscales sont celles qui « *payent le plus de tribut à l'austérité budgétaire* », selon Serge Colin, secrétaire national de l'Union des personnels des Finances en Europe. « *Un vrai paradoxe. D'un côté, il y a des déclarations d'intention pour réduire la fraude, mais de l'autre il y a un repli majeur des moyens alloués pour traquer les fraudeurs* ».

Au sein de la direction générale des finances publiques, 30 000 postes ont ainsi été supprimés depuis 2005. « *On est là pour tirer la sonnette d'alarme* », explique M. Colin.

Rien qu'en Midi-Pyrénées, la fraude annuelle est estimée entre 2,37 et 3,21 milliards d'euros.

Pourtant, 1 207 postes de contrôleurs ont été supprimés depuis 2009. Schéma identique à l'échelon départemental de la Haute-Garonne où une brigade de vérificateurs va être supprimée en 2016 par l'État. Et ce en dépit d'une fraude annuelle estimée à 1 milliard d'euros. « *On affaiblit la lutte contre les petits et moyens dossiers de fraudes qui sont pourtant très nombreux* », détaille Régis Lagrifoul, secrétaire de Solidaires pour la section Haute-Garonne. Avant de poursuivre : « *ce qui n'est pas payé par les uns, est payé par les autres* », dénonçant une rupture de l'égalité devant l'impôt.

En Haute-Garonne, l'évaporation fiscale concerne principalement : le non-paiement de la TVA favorisé par le caractère transfrontalier du département, le secteur immobilier en relation avec des personnes d'origines étrangères, mais aussi les sous-traitants du milieu aéronautique optimisant leur fiscalité, le marché noir dans l'activité du bâtiment et la fraude financière avec Andorre.

Autant de dossiers brûlants qui nécessiteraient le renforcement des équipes. Surtout que le bassin toulousain bénéficie d'une attractivité toujours croissante et donc de l'implantation de fraudeurs potentiels supplémentaires.

« Contraindre les paradis fiscaux à coopérer »

Économie – Serge Colin, président de l'Union des personnels des Finances en Europe

Qu'est-ce qui a changé en France depuis l'affaire Cahuzac ?

Notre cause est peut-être un peu plus écoutée et il y a une prise de conscience qui se généralise concernant ce sujet. C'est devenu un enjeu majeur de société.

Par ailleurs, il y a une amélioration en matière de coopération avec les pays comme la Suisse ou l'Andorre. En outre, les « repentis » bancaires et fiscaux de Suisse sont venus déposer près de 30 000 dossiers auprès du fisc français. Nous avons ainsi recouvré 2,5 milliards d'euros. Mais faute de disposer des effectifs nécessaires, nous sommes véritablement submergés et risquons de subir les délais de prescription.

Les administrations européennes pâtissent-elles du manque de moyens ?

Le constat n'est pas plus reluisant ailleurs en Europe. De l'autre côté de la frontière, en Espagne, 1 300 postes de fonctionnaires ont été supprimés depuis 2010 alors que la fraude annuelle est estimée à 200 milliards (lire ci-contre). Au Portugal, la fusion des douanes et du fisc est en partie responsable d'une partie des 3 000 postes supprimés depuis 2010. La logique est la même en Irlande avec la perte de 970 postes en dix ans.

Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?

Outre l'augmentation du nombre d'agents, il faudrait renforcer la formation professionnelle. Avant, elle était de qualité en France et il y avait des budgets pour effectuer des programmes de coopération et d'échange tel que « Fiscalis ». Cela permettait un enrichissement des méthodes de travail. À l'heure actuelle, la réduction des effectifs est telle que les administrations ne peuvent plus se permettre de laisser partir leurs agents dans ce type de formation. D'autre part, il faut rompre avec la gestion statistique des dossiers de fraude, dictée par le ministère, et passer à une logique qualitative. Et surtout, il faut redonner au contrôle fiscal un caractère dissuasif et répressif.

Comment lutter contre l'évasion avec la proximité de paradis tels qu'Andorre, le Liechtenstein, Malte... ?

Ces petits paradis ne sont que des suites du plan Marshall. On peut les contraindre à coopérer, ce n'est qu'une question de volonté. Regardez, Angela Merkel a tapé du poing sur la table contre le Liechtenstein et obtenu gain de cause afin qu'il collabore en matière de criminalité fiscale. De même, les États-Unis ont mis la pression sur la Suisse, la menaçant de ne plus lui renouveler ses licences pour opérer de l'autre côté de l'Atlantique. Il faut exiger la transparence et lutter contre le secret bancaire.

La fraude porte sur 25 % de l'économie



Économie – En Espagne

Si les fonctionnaires français pâtissent de moyens toujours plus limités, le constat est tout aussi alarmant de l'autre côté de la frontière ibérique. Ainsi, en Espagne où l'économie souterraine représenterait 25 % de l'activité totale (200 milliards d'euros) seuls 28 000 fonctionnaires sont affectés à l'administration fiscale. Soit quatre fois moins qu'en France. Les contrôleurs doivent pourtant faire face à un trafic de cocaïne florissant (2e pays consommateur de l'Union Européenne) et son pendant, à savoir un blanchiment d'argent massif. Et pour couronner le tout, affronter une corruption endémique. « Nous avons autant de chance de réussir à anéantir la fraude qu'un escargot de venir à bout du pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle », a métaphorisé Miguel Angel Mayo, représentant du syndicat Gestha auprès du ministère du Budget espagnol.

Vaille que vaille, le fisc espagnol enregistre tout de même de prestigieux succès. En témoigne récemment, les affaires Messi, accusé d'avoir dissimulé 4,16 millions d'euros, et Cristina de Bourbon, sœur du roi d'Espagne, suspectée de fraude fiscale et de corruption.

